



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
16 juillet 2008
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2008

8-12 septembre 2008, New York

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif du programme de pays
pour le Kenya (2009-2013)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Analyse de la situation	2-8	2
II. Coopération passée et enseignements tirés	9-10	4
III. Programme proposé.	11-18	5
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	19-22	7
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Kenya (2009-2013)		9



Introduction

1. L'établissement et l'évaluation du présent descriptif de programme de pays ont été intégrés au processus de programmation au Kenya, qui s'est traduit par une stratégie concertée de coopération des Nations Unies dans le pays pour la période 2009-2012. Ce descriptif du programme de pays indique comment le PNUD a l'intention de contribuer aux objectifs et aux résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) au Kenya. Le Gouvernement a dirigé ce processus d'élaboration et d'évaluation auquel ont pris part des partenaires concernés de la société civile, des donateurs bilatéraux et les Nations Unies.

I. Analyse de la situation

2. Depuis 2003, le produit intérieur brut (PIB) du Kenya augmente régulièrement, après plus d'une décennie de repli. Le cadre de cette expansion est la stratégie de relance économique pour la création de richesses et d'emplois (2004-2008) axée sur une croissance rapide assortie de stabilité macroéconomique, du relèvement et du développement des infrastructures, d'investissements en ressources humaines, du renforcement des institutions de gouvernement et de la relance des secteurs productifs. Cette stratégie a été élaborée en tenant pleinement compte des objectifs du Millénaire pour le développement. L'expansion du PIB en 2007 a été de 6 % en termes réels et devrait augmenter de 10 % chaque année à partir de 2012, comme le stipule le plan gouvernemental Vision 2030. Malheureusement, les perturbations économiques imputables aux profondes inégalités économiques entre les classes et les groupes ethniques, aux déséquilibres économiques régionaux et à la montée du chômage des jeunes ainsi que l'instabilité postélectorale en 2007, devraient presque certainement se traduire par une révision à la baisse de ces projections. Une fois la violence postélectorale maîtrisée, le Gouvernement devrait être en mesure de réaliser, complètement ou partiellement, les objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation primaire universelle, de lutte contre le VIH/sida et d'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement. Toutefois, les perspectives concernant d'autres objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celles en matière de mortalité infantile et de santé maternelle, sont moins positives.

3. *Gouvernance.* Le recul du taux de pauvreté de 56 % en 2000 à 45,9 % en 2006 est imputable à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources publiques et à la mise en œuvre de réformes importantes dans divers secteurs de l'économie. Ces réformes démocratiques dans le pays visaient notamment à : renforcer le système de contrôle et contrepoids, à remédier aux griefs historiques non résolus et aux inégalités, à décentraliser le pouvoir et les ressources, à davantage responsabiliser les citoyens et à améliorer la prestation des services. Ces réformes ont complété les initiatives lancées dans le cadre de la politique et des programmes précédents et en ont assuré la viabilité. Depuis 2003, la réforme judiciaire progresse, malgré des lacunes. Si l'espace démocratique s'est élargi, cela n'est pas allé de pair avec des réformes électorales, constitutionnelles et parlementaires équivalentes, comme en témoignent la conduite et les résultats des élections générales de 2007 qui ont remis en question l'attachement à l'état de droit et la confiance du public dans les institutions de gouvernement, notamment le pouvoir judiciaire, en tant qu'arbitre des différends électoraux. En 2007, on

comptait 1,8 million de nouveaux électeurs inscrits. Malgré la promulgation de lois importantes, il reste encore beaucoup à faire dans la lutte contre la corruption. On a renforcé les arrangements politiques et institutionnels en matière d'égalité des sexes pour promouvoir la participation des femmes au développement, en créant notamment le Ministère de la condition féminine. On a par ailleurs introduit un programme de discrimination positive en matière de recrutement et de promotion de femmes dans le secteur public. Il n'en persiste pas moins toujours de flagrantes inégalités entre les sexes, en faveur des hommes, en raison de la persistance de pratiques culturelles discriminatoires; ainsi 95 % des biens-fonds au Kenya appartiennent aux hommes contre 5 % aux femmes.

Autonomisation des pauvres et réduction des disparités

4. En dépit de l'impressionnante croissance économique de ces cinq dernières années et du recul de 10 % du nombre de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les inégalités entre les classes, les ethnies et les régions restent profondes; les régions les plus pauvres sont les zones arides et semi-arides du nord, les provinces du nord-est et les régions très peuplées du Nyanza ainsi que les provinces occidentales et côtières.

5. En raison de la perméabilité de ses frontières, le Kenya est vulnérable à la violence des armes légères, aux milices hors la loi et aux bandits transfrontières, en particulier les populations frontalières déjà marginalisées qui vivent dans les zones arides et semi-arides. À ces sources régionales de vulnérabilité, il faut ajouter des facteurs politiques, en particulier la violence liée aux élections qui a causé en 1992, 1997 et 2007 de nombreux morts, des déplacements internes et la destruction des activités génératrices de moyens de subsistance. Cela a compromis les objectifs à long terme de réduction de la pauvreté. En outre, les jeunes kényans de plus en plus nombreux émigrent vers les zones urbaines, exacerbant la pauvreté urbaine et provoquant l'hypertrophie de quartiers insalubres, sans adduction d'eau, sans sécurité et sans voirie convenable. On estime que le nombre des jeunes âgés de 15 à 35 ans a atteint le chiffre de 13 millions en 2006 dont 50 % sont au chômage. Globalement 61 % des chômeurs dans le pays sont des jeunes. Il ressort des statistiques que 82 % des membres de ce groupe d'âge ont reçu une éducation primaire et secondaire, que 92 % ont reçu une éducation formelle mais n'ont aucune compétence pratique à faire valoir sur le marché du travail. Ce phénomène est dû au fait que les établissements d'enseignement et de formation continuent de produire des candidats pour le secteur structuré. Le nombre croissant de chômeurs aggrave encore les inégalités entre les classes et entre les ethnies et exacerbe l'exclusion et les tensions sociales. Les catastrophes naturelles aggravent d'autant cette situation – un cycle intermittent d'inondations et de sécheresses. Trois sécheresses de 2004 à 2006 ont décimé les moyens de subsistance et exacerbé la vulnérabilité chronique des ménages. La compétition pour les ressources est devenue conflictuelle.

Une croissance économique durable et équitable pour lutter contre la pauvreté et la faim

6. En dépit du recul du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, leurs moyens d'existence restent précaires. La difficulté réside dans le fait, à tout le moins en partie, que des secteurs indispensables à l'amélioration des moyens de subsistance et à la lutte contre la pauvreté – tels que l'agriculture – n'ont pas donné les résultats escomptés. En 2005, la croissance de l'agriculture a été de

6,9 %, mais seulement 2,5 % en termes de valeur ajoutée, alors que l'objectif visé était de 5 %. Cette situation a empiré avec la violence postélectorale qui a affecté la région céréalière de la vallée du Rift où l'emblavure a diminué de 30 à 40 %. Une autre importante préoccupation concerne l'actuelle hausse des cours des denrées alimentaires de base – maïs, pommes de terre, huile de table – ainsi que l'inflation généralisée qui a atteint 21 % en mars 2008.

7. La sécurité alimentaire est en outre menacée par l'exode rural, les villages devenant des villes, et par l'accroissement de la population urbaine, l'urbanisation de la pauvreté aggravant encore l'insécurité alimentaire. L'impact du sida menace la survie de ménages déjà démunis. Un nombre croissant de familles et de communautés touchées par le sida sont sous-alimentées et vivent dans le dénuement, en raison d'un cercle vicieux : les adultes victimes du sida deviennent de moins en moins productifs et les autres membres de la famille doivent prendre soin d'eux au lieu de travailler. Ainsi, les ménages sont de moins en moins à même de produire des denrées alimentaires pour leur propre consommation ou de produire des revenus.

8. Seulement 16 % des Kényans ont l'électricité. Le bois de feu et le charbon, principales sources d'énergie pour la majorité des Kényans, représentent 68 % de l'offre totale d'énergie. En 2000, la demande de biomasse était de 34,3 millions de tonnes, tandis que l'offre durable de biomasse ligneuse était de 15 millions de tonnes, soit un déficit de 19,3 millions de tonnes cette année. La consommation de biomasse par habitant s'élevait à 741 kilogrammes de bois de feu dans les campagnes contre 691 kilogrammes dans les villes. Le fossé entre l'offre et la demande s'est traduit par un déficit de plus de 56 %, estimé actuellement à 60 %, pour une croissance annuelle respective de 2,7 % de la demande et de seulement 0,6 % de l'offre viable à terme. Ce déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de bois de feu a entraîné un important déboisement, la destruction de la végétation et la dégradation des terres. La période postélectorale a eu un impact négatif sur la couverture forestière déjà très réduite, moins de 2 % du territoire, avec empiètement sur les forêts et terres domaniales.

II. Coopération passée et enseignements tirés

9. *Principaux résultats.* La principale conclusion de l'examen à mi-parcours de janvier 2007 est que le PNUD est bien placé pour contribuer à la réduction de la pauvreté, à la bonne gouvernance, au renforcement des capacités, à la poursuite d'un dialogue entre les secteurs public et privé et à la gestion des partenariats. Il a en outre reconnu le rôle du PNUD en tant qu'intermédiaire impartial capable de faire avancer la démocratisation du pays. À preuve son appui au référendum et aux élections de 2007 et la gestion de la crise postélectorale. Il conviendrait donc d'évaluer les activités du PNUD en fonction non seulement des dépenses mais encore de la qualité des conseils et du soutien donnés pour renforcer la démocratie et un développement favorable aux pauvres.

10. *Enseignements tirés de l'expérience.* L'examen à mi-parcours a permis d'identifier certains problèmes relatifs à la mise en œuvre du programme, au nombre desquels figure la nécessité pour les Nations Unies de collaborer davantage avec les organismes de la société civile, de remédier au manque de capacités de l'administration, pour lui permettre de mettre effectivement en œuvre et de coordonner le programme de développement, et la nécessité d'accroître les moyens

dont dispose le PNUD pour réduire les retards dans l'exécution des activités de projet.

III. Programme proposé

11. Le programme de pays est directement basé sur le PNUAD et cherche à résoudre ces problèmes; il reprend les trois volets – économique, social et politique – du plan gouvernemental Vision 2030. Il s'inspire des valeurs de la Déclaration du Millénaire et correspond à dessein aux objectifs du Millénaire pour le développement, dont la réalisation est urgente au Kenya. Ce programme renforce par ailleurs le cadre de collaboration concerté dans la Stratégie d'assistance commune au Kenya et s'appuie sur les complémentarités et la solidarité des partenariats entre les donateurs, le Gouvernement et les agents non étatiques.

12. Le PNUD accordera l'attention voulue au renforcement des capacités nationales, sur lequel mise la stratégie du Bureau Afrique pour assurer une croissance et une transparence favorables aux pauvres, par la détermination et l'amélioration des capacités. Dans le cadre de sa stratégie, le programme encouragera le volontariat pour mettre à contribution tous les talents (jeunes au chômage, retraités, personnes âgées, secteur privé, organismes de la société civile, diaspora, etc.), en établissant un lien entre ceux-ci et la responsabilité sociale des entreprises. En outre, une communication du programme de développement sera axée sur les principales questions en la matière pour mobiliser l'opinion en faveur de la réalisation des droits de l'homme et des objectifs du Millénaire pour le développement.

13. Le PNUD sera actif dans les trois domaines prioritaires du PNUAD énumérés ci-après et contribuera aux cinq résultats visés. Dans le contexte du programme « unis dans l'action » le PNUD maximisera les synergies et la collaboration avec d'autres organismes pour en renforcer l'impact par une programmation commune. Le PNUAD vise cinq résultats, correspondant aux cinq problèmes intersectoriels suivants : a) l'égalité des sexes; b) les droits de l'homme; c) le sida; d) les migrations et les personnes déplacées; e) l'environnement et le changement climatique. Les conseils politiques et les activités de plaidoyer du PNUD seront axés sur chacun de ces thèmes, car il cherche systématiquement des points d'entrée dans les programmes de développement aux niveaux national et local.

Gouvernance démocratique, droits de l'homme et égalité des sexes

14. Le résultat 1.1 du PNUAD sera recherché de la façon suivante : a) réformes de la fonction publique pour une prestation de services effective, efficace et équitable – réformes fondamentales des institutions démocratiques du Kenya pour prévenir et résoudre les crises électorales futures en s'attaquant aux causes premières; b) réformes juridiques et réglementaires et renforcement des capacités des institutions étatiques et non étatiques pour respecter les conventions internationales relatives aux droits de l'homme; c) appui à la planification et à la budgétisation décentralisées et favorables aux pauvres, en améliorant la collecte et l'analyse des données ainsi que l'efficacité des systèmes de suivi et d'évaluation. L'aide du PNUD sera utilisée pour : i) aider les ministères à appliquer les priorités de développement que définissent les projets nationaux de développement à court, moyen et long terme; ii) organiser les services publics selon une méthode de gestion

basée sur les résultats et sur les droits; iii) améliorer la justice transitionnelle; iv) appuyer des réformes visant l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire; v) mener un processus de vérité, de justice et de réconciliation; vi) renforcer les capacités nationales au sein des agents étatiques et non étatiques pour poursuivre effectivement le développement national et mettre en œuvre les recommandations des organes internationaux relatifs aux droits de l'homme; vii) améliorer le fonctionnement du Parlement pour incorporer au droit interne les instruments relatifs aux droits de l'homme et analyser les rapports nationaux; viii) appuyer le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs pour aider les citoyens à évaluer les trois pouvoirs d'État au Kenya.

Autonomisation des pauvres et réduction des disparités et des vulnérabilités

15. Les activités à l'appui du résultat 2.2 visé par le PNUAD, à savoir réduire l'impact humanitaire et les risques de catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ont une place prépondérante dans le programme de relèvement rapide mené par le PNUD au Kenya. L'appui du PNUD sera axé sur : a) le renforcement des capacités des comités pour la paix au niveau local pour favoriser un dialogue entre communautés afin d'apaiser les tensions et de régler les conflits au sein des communautés, avec la participation des dirigeants religieux, des organes professionnels, des médias, des organismes de la société civile et du secteur privé, pour appuyer l'action nationale de consolidation de la paix, d'apaisement et de réconciliation. Ce faisant, on favorisera le volontariat, que viendra compléter un programme conjoint des Nations Unies sur l'atténuation des risques de catastrophe et la gestion des situations d'urgence; b) autonomisation des communautés locales en favorisant l'esprit d'entreprise, l'accès au crédit et d'autres services commerciaux à l'intention de plus de 600 000 personnes déplacées pour leur permettre de reconstruire leurs moyens d'existence et réduire la violence armée, de façon à amener la population à avoir confiance dans une remise volontaire des armes détenues illégalement; et c) formulation des politiques et cadres juridiques pour institutionnaliser les structures de consolidation de la paix et de gestion des conflits.

16. Les actions visant le résultat 2.3 du PNUAD, relatif au sida, seront axées sur : a) la viabilité des interventions actuelles; b) l'atténuation des répercussions du sida, en particulier sur les orphelins, les veuves et les personnes déplacées; c) le renforcement des capacités du Conseil national de lutte contre le sida. Le PNUD visera une action intégrée dans les six domaines prioritaires suivants : santé, éducation, agriculture, droit et ordre public, transport et sécurité. Les programmes viseront aussi des vulnérabilités spécifiques : stigmatisation, discrimination, dérèglements de la chaîne d'approvisionnement des traitements antirétroviraux destinés aux personnes vulnérables, dans le cadre du programme commun des Nations Unies.

Croissance économique durable et équitable

17. Le double phénomène de la pauvreté monétaire et de l'insécurité alimentaire, dans le Kenya rural, plaide en faveur de l'appui du PNUD au résultat 3.1 visé par le PNUAD, à savoir le renforcement et le maintien des moyens d'existence équitables et de la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables. Les principaux produits de cet investissement seront les suivants : a) renforcement des capacités de négociation d'accords commerciaux; b) amélioration des services de développement

et de promotion des entreprises; c) renforcement des systèmes de soutien aux moyens de subsistance des groupes vulnérables, en aidant les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables à acquérir un esprit d'entreprise et des compétences professionnelles devant les aider à trouver un emploi; et d) amélioration de la productivité agricole et de valeur ajoutée aux produits agricoles. À titre indicatif, cet appui pourrait viser à améliorer les collèges techniques, à renforcer les centres d'aide aux micro, petites et moyennes entreprises gérées par des jeunes et des femmes, et des études visant à améliorer les résultats des méthodes de lutte contre la pauvreté basées sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces activités permettront de regrouper les avantages tirés des précédents programmes visant à intégrer les objectifs du Millénaire pour le développement à l'élaboration des politiques et aux processus de planification, de budgétisation et de suivi et d'évaluation aux niveaux national et sous-national.

18. Pour appuyer la viabilité environnementale et l'accès à des énergies plus propres – résultat 3.2 visé par le PNUAD – le PNUD investira dans les programmes qui encouragent : a) une meilleure gestion de l'environnement, et b) la réduction de la dépendance du Kenya à l'égard du bois de feu en exploitant davantage les sources d'énergie plus propres et en favorisant l'accès à l'énergie, des appareils ménagers plus efficaces en énergie et l'introduction de programmes d'écoétiquetage s'ajoutant à l'utilisation nationale dans les foyers et collectivités de cuisinières améliorées à prix modique. Au nombre des résultats figureront : a) l'intégration des questions environnementales dans les plans de lutte contre la pauvreté et de développement national; b) le renforcement des capacités de produire et d'utiliser les données environnementales ventilées à tous les niveaux; c) l'appui au respect des lois et directives environnementales nationales; d) le soutien accru aux règles de protection des infrastructures et des forêts; e) l'intégration des services et de l'efficacité énergétiques à tous les secteurs; f) l'appui à l'élaboration de stratégies d'adaptation au changement climatique et en vue de son atténuation.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

19. Le programme de pays pour 2008-2013 renforcera les partenariats à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, gérés par le Gouvernement et coordonnés par le Ministère des finances. Les partenariats avec les ministères techniques concernés bénéficieront d'alliances avec le secteur privé instaurées au fil de ces dernières années. Sur la base de l'expérience passée, des examens internes seront effectués afin que le PNUD soit mieux à même d'améliorer l'ensemble des résultats du programme, en particulier dans l'exécution des activités de projet.

20. Le PNUD continuera de fournir son assistance au développement en ayant la plupart du temps recours à l'exécution nationale. Pour certains domaines – état de droit, droits de l'homme, société civile et développement du secteur privé – et dans les activités en aval en matière de gouvernance, de décentralisation, etc., les composantes du programme seront mises en œuvre par des organismes membres d'associations professionnelles et de la société civile, des organisations non gouvernementales et des associations locales, pour tirer parti de leur expérience et de leur connaissance du travail mené au niveau local ainsi que de leurs contacts avec les groupes marginalisés. Pour permettre à ces organisations de jouer efficacement les rôles escomptés, le PNUD les aidera à renforcer leurs capacités. Aux fins d'une

souplesse maximale et pour renforcer les interventions rapides en réponse à des demandes urgentes, une partie du programme sera également exécutée directement.

21. Le suivi et l'évaluation des produits du programme de pays permettront de veiller à ce qu'ils contribuent aux résultats visés par le PNUAD, aux priorités nationales, aux objectifs de la Déclaration du Millénaire et aux OMD. Le programme sera suivi en utilisant le plan quinquennal intégré de suivi et d'évaluation, en faisant appel à la création d'un groupe de coordination intersectoriel chargé d'examiner la pertinence, l'opportunité, les possibilités et la qualité du suivi et de l'évaluation dans le contexte du domaine thématique « planification, politique, communication et mobilisation ». Le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies coordonnera les examens communs à l'aide de divers groupes de coordination interorganisations. Les programmes communs des Nations Unies sur le VIH/sida, la gestion de l'information, la gestion des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire et l'égalité des sexes figureront en bonne place dans cet examen. Au cours de la mise en œuvre du PNUAD, d'autres programmes communs seront identifiés et suivis. Le suivi sur le terrain et le suivi de l'approvisionnement des utilisateurs finals seront institutionnalisés dans le nouveau programme de pays. Des examens annuels seront menés avec des partenaires et il en sera rendu compte. Le Bureau effectuera son examen à mi-parcours en 2011 de concert avec le Gouvernement kényan, les organes des Nations Unies et d'autres organismes de développement.

Gestion des risques

22. Le programme est exposé au risque naturellement lié aux événements extérieurs échappant au contrôle du programme de pays et susceptibles de compromettre les résultats visés. Au nombre des risques actuels qui servent aussi de facteurs déclencheurs de l'examen de la continuité globale du programme et de son orientation stratégique figurent les suivants : l'instabilité ou l'effondrement du Gouvernement de coalition et leurs effets sur la situation économique, politique et sociale; le retrait de l'appui politique au programme de réformes; l'inachèvement de la nouvelle constitution; les difficultés de l'établissement du tracé des nouveaux districts; la volonté nationale d'affecter des crédits budgétaires à une action en faveur des pauvres et de l'égalité des sexes; le risque d'interruption ou de diminution des contributions des autres partenaires de développement au programme de pays; et l'absence de politiques et de législation concourant aux résultats escomptés. On rendra compte de ces risques à tous les stades de la formulation et de la mise en œuvre du programme – aux niveaux des résultats, des produits et des activités – pour avertir les équipes du programme. Le suivi et l'évaluation tiendront compte d'autres risques pour déterminer si les niveaux d'exécution du programme et son impact s'expliquent par les risques repérés ou par une mauvaise gestion. Le contrôle et la gestion globale du programme en tiendront également compte.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Kenya (2009-2013)

Résultat 1.1 visé par le PNUAD – Accélération progressive de la réalisation de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes					
Composante	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles	Rôle des partenaires ¹	Montant indicatif des ressources par objectif
Objectif 2 : Promouvoir la gouvernance démocratique	<p>Aux fins du renforcement de la gouvernance démocratique et de l'état de droit, amélioration de l'efficacité, de l'efficience et l'équité dans la prestation des services publics par les institutions et systèmes</p> <p><i>Indicateur</i> : Idée que le public se fait de la situation de la gouvernance</p> <p><i>Référence</i> : Mauvaise opinion des questions de la gouvernance</p> <p><i>Cible</i> : Meilleure idée que se fait le public de l'état de la gouvernance</p>	<p>1.1 Renforcement des capacités des institutions publiques et des systèmes de gérer et de fournir des services équitables et de qualité</p> <p>1.2 Institutionnalisation de la gestion basée sur les résultats dans la fonction publique</p>	<p><i>Indicateur</i> : Nombre de ministères mettant en œuvre des contrats de gestion des résultats et s'y conformant</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Faible taux de conformité</p> <p><i>Cible</i> : Augmentation de 50 % du taux de conformité</p> <p><i>Indicateur</i> : Gestion basée sur les résultats : mise en place du cadre de gestion des résultats</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Gestion basée sur les résultats : un projet de cadre de gestion des résultats est établi.</p> <p><i>Cible</i> : Gestion basée sur les résultats : le cadre d'évaluation des résultats est opérationnel.</p>	<p><i>Gouvernement kényan</i> : Ministère des finances, Ministère de la planification et du développement national, Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles, Ministère de l'égalité des sexes, des sports, de la culture et des services sociaux, Conseiller juridique de l'État, Ministère de la jeunesse, pouvoir judiciaire, police kényane, Commission kényane de lutte contre la corruption, stratégie de développement du secteur privé, Ministère du gouvernement local, Ministère des affaires étrangères, Ministère de l'eau, Cabinet du Président, Ministère d'État des programmes spéciaux, Ministère de l'information et des communications, Ministère des terres, Parlement, Commission électorale du Kenya, Commission nationale kényane des droits de l'homme</p> <p><i>Partenaires non étatiques</i> : Organismes de la société civile, secteur</p>	<p>Ressources ordinaires : 4 millions de dollars</p> <p>Autres ressources : 8 millions de dollars</p>

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif</i>
				privé, milieux universitaires <i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral	
	Amélioration de l'égalité des sexes, de l'autonomisation et de la réalisation des droits des femmes	Renforcement des capacités des agents non étatiques aux fins d'approches non exclusives, participatives et basées sur les droits	<i>Indicateur</i> : Établissement d'un cadre stratégique de gouvernance démocratique pour l'appui des acteurs non étatiques <i>Niveau de référence</i> : Nombre limité de mécanismes d'appui aux acteurs non étatiques établis <i>Cible</i> : Établissement d'un mécanisme d'appui de la société civile à la gouvernance démocratique		Ressources ordinaires : 2 millions de dollars Autres ressources : 4 millions de dollars

Résultat 2.2 visé par le PNUAD – Mise en œuvre des plans et politiques nationaux de gestion des conflits et des catastrophes et renforcement des capacités aux niveaux national et local

Objectif 4 : Prévention des crises et relèvement	<p>Mise en œuvre des plans et politiques nationaux de gestion des conflits et des catastrophes et renforcement des capacités aux niveaux national et des districts</p> <p><i>Indicateur</i> : Vaste mise en commun des politiques approuvées en matière de règlement des conflits</p> <p><i>Référence</i> : Établissement du projet de politiques de règlement des conflits</p> <p><i>Cible</i> : Élaboration d'un plan stratégique</p>	<p>1.1 Institutionnalisation aux niveaux national et des districts du cadre stratégique de règlement des conflits et de consolidation de la paix</p> <p>1.2 Les mécanismes nationaux de coordination pour la gestion des catastrophes/conflits sont opérationnels et coordonnés.</p>	<p><i>Indicateur</i> : Districts ciblés ayant des capacités de gestion des conflits/risques de catastrophe</p> <p><i>Niveau de référence</i> : 5 % des districts</p> <p><i>Cible</i> : 30 % d'augmentation</p> <p><i>Indicateur</i> : Districts dotés de comités de paix</p> <p><i>Niveau de référence</i> : 10 %</p> <p><i>Cible</i> : 40 % d'augmentation</p> <p><i>Indicateur</i> : Répartition entre les sexes de 1 pour 3 dans les comités de paix de district</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Représentation de 1 % pour les femmes</p>	<p><i>Gouvernement kényan</i> : Centre national de protection civile, Comité national de soutien, réunion pour la sécurité alimentaire du Kenya, Programme de gestion des ressources des terres arides, Ministère d'État pour les programmes spéciaux, Ministère de l'environnement</p> <p><i>Partenaires non étatiques</i> : Croix-Rouge du Kenya, organisations non gouvernementales, organismes de la société civile</p>	<p>Ressources ordinaires : 2 millions de dollars</p> <p>Autres ressources : 4 millions de dollars</p>
---	---	--	---	---	---

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif</i>
			<i>Cible : 20 % d'augmentation</i>	<i>Partenaires de développement : Aux niveaux multilatéral et bilatéral</i>	
	Renforcement de l'efficacité des plans de réduction des risques de catastrophe à tous les niveaux	1.1 La réduction des risques de catastrophe est renforcée et appuyée à tous les niveaux.	<i>Indicateur : Parties prenantes formées à la réduction des risques de catastrophe, notamment aux interventions liées à l'environnement mondial et aux droits de l'homme</i>	<i>Gouvernement kényan : Ministère d'État pour les programmes spéciaux, Centre national d'opérations en cas de catastrophe, Comité national d'appui, Programme de gestion des ressources des terres arides, Ministère de l'environnement</i>	Ressources ordinaires : 2 millions de dollars
	<i>Indicateur : Les plans de réduction des risques de catastrophe sont intégrés aux niveaux national et des districts.</i>	1.2 Renforcement des possibilités de collaboration transfrontière en matière de catastrophes naturelles et de conflits	<i>Niveau de référence : Aucune équipe formée aux niveaux des provinces et des districts</i>	<i>Partenaires non étatiques : Organismes de la société civile, Croix-Rouge du Kenya</i>	Autres ressources : 4 millions de dollars
	<i>Référence : Moins de 1 % des équipes formées à la réduction des risques de catastrophe</i>		<i>Cible : 60 % des équipes au niveau des provinces et des districts formées en la matière</i>	<i>Organisations régionales : Agence intergouvernementale pour le développement</i>	
	<i>Cible : Élaboration d'un modèle de formation</i>			<i>Partenaires de développement : Agency for International Development des États-Unis, Département du développement international, ECHO</i>	
	Renforcement de l'efficacité des interventions d'urgence et de relèvement rapide pour les communautés et les personnes déplacées	1.1 Maintien des services sociaux de base notamment en matière d'hygiène sexuelle et de santé procréative/ violences sexistes et renforcement de la protection des communautés et des personnes déplacées pendant et après les catastrophes	<i>Indicateur : Proportion de districts utilisant des directives et protocoles de relèvement standardisés</i>	<i>Gouvernement kényan : Ministère de l'agriculture, Ministère de la mise en valeur de l'élevage et des pêcheries, Réunion pour la sécurité alimentaire du Kenya, présidence</i>	Ressources ordinaires : 2 millions de dollars
	<i>Indicateur : Moyens de subsistance des populations réinstallées</i>		<i>Niveau de référence : Aucun district n'utilise de directive et protocole standardisés pour le relèvement rapide.</i>	<i>Partenaires non étatiques : Croix-Rouge du Kenya</i>	Autres ressources : 4 millions de dollars

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif</i>
	<i>Référence</i> : 350 000 personnes déplacées <i>Cible</i> : 50 % de la population réinstallée a accès aux services de base	1.2 Renforcement des capacités aux niveaux national et des districts en matière de programmation des services préalables, des interventions et du relèvement rapide	<i>Cible</i> : Au moins 30 % des parties prenantes participant au relèvement rapide sont formées.	<i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral	
Résultat 3.1 visé par le PNUAD – Renforcement et maintien des possibilités équitables de moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire en s'attachant aux groupes vulnérables renforcés et soutenus					
Objectif 1 : Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et réduction de la pauvreté	Augmentation des politiques et programmes économiques équitables en faveur des pauvres et soucieux d'égalité des sexes adoptés <i>Indicateur</i> : Pourcentage de diminution des personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté <i>Référence</i> : 40 % (2007) <i>Cible</i> : Recul pour atteindre au moins 40 %	1.1 Amélioration des capacités nationales de négocier et de gérer les accords multilatéraux de commerce mondial et régional, de travail et d'environnement	<i>Indicateur</i> : Nombre de personnes formées aux compétences de négociations de haut niveau <i>Niveau de référence</i> : 120 <i>Cible</i> : 200 <i>Indicateur</i> : Nombre de politiques économiques favorables aux pauvres et soucieuses d'égalité des sexes appuyées et adoptées par le Gouvernement kényan <i>Niveau de référence</i> : Faible nombre de politiques en faveur des pauvres et soucieuses d'égalité des sexes <i>Cible</i> : Au moins 2	<i>Gouvernement kényan</i> : Ministère des finances, Ministère du commerce, Ministère de l'éducation, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Ministère de l'agriculture, Ministère des sciences et technologies, Ministère de la mise en valeur de l'élevage et des pêcheries, Ministère de la jeunesse et des sports <i>Partenaires non étatiques</i> : Alliance du secteur privé au Kenya, organismes de la société civile <i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral	Ressources ordinaires : 2 millions de dollars Autres ressources : 4 millions de dollars
	Amélioration de la productivité et de la compétitivité commerciale des micro, petites et moyennes entreprises <i>Indicateurs</i> : <ul style="list-style-type: none"> Taux de survie des micro, petites et moyennes entreprises 	1.1 Amélioration de l'accès des groupes vulnérables au microfinancement, aux microassurances, aux services de développement des entreprises, aux services énergétiques et aux nouvelles technologies 1.2 Amélioration des compétences et des	<i>Indicateur</i> : Pourcentage d'augmentation des prêts consentis aux micro et petites entreprises <i>Niveau de référence</i> : 20 % de prêts consentis aux micro et petites entreprises <i>Cible</i> : 30 % de prêts consentis aux micro et petites entreprises	<i>Gouvernement kényan</i> : Ministère de l'éducation, Ministère des sciences et technologies, Ministère du travail, des ressources humaines et du développement, Ministère de l'information et des communications, Ministère de la jeunesse et des sports,	Ressources ordinaires : 2 millions de dollars Autres ressources : 4 millions de dollars

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif</i>
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'entreprises non structurées devenant structurées <p><i>Référence</i> : 40 % de taux de survie</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux actuel d'entreprises non structurées par rapport aux entreprises structurées entre 76 % et 24 % <p><i>Cible</i> : 50 % de taux de survie</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins un ratio de 70 % à 30 % 	connaissances soucieuses d'égalité des sexes pour répondre aux besoins du marché du travail	<p>actives en faveur de l'égalité des sexes et des droits de l'homme</p> <p><i>Indicateur</i> : Pourcentage d'augmentation des recettes des micro, petites et moyennes entreprises ayant accès aux services de développement des entreprises</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Femmes dans les micro, petites et moyennes entreprises, augmentation de 7 % du revenu en 2001, hommes, augmentation de 11 % du revenu en 2001</p> <p><i>Cible</i> : Augmentation de 10 % par an</p> <p><i>Indicateur</i> : Augmentation des taux d'inscription dans les établissements d'enseignement technique secondaire et supérieur ventilés selon le sexe</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Femmes 15 345; hommes 20 950 (institutions publiques en 2008)</p> <p><i>Cible</i> : 10 % d'augmentation</p>	<p>Ministère de l'agriculture, Ministère de la mise en valeur de l'élevage et des pêcheries</p> <p><i>Partenaires non étatiques</i> : Equity Bank, Alliance du secteur privé au Kenya, organismes de la société civile</p> <p><i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral</p>	

Résultat 3.2 visé par le PNUAD – Renforcement de la gestion de l'environnement aux fins de la croissance économique avec un accès équitable aux services énergétiques

Objectif 3 : Énergie et environnement pour un développement durable	<p>Amélioration des politiques en faveur des pauvres en vue d'une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles</p> <p><i>Indicateur</i> : Nombre de politiques environnementales en faveur des pauvres pour une gestion durable des ressources naturelles mises en œuvre</p>	<p>1.1 Meilleure intégration des dimensions environnementales aux cadres de réduction de la pauvreté et de développement national, y compris les stratégies de relèvement</p> <p>1.2 Renforcement des capacités aux niveaux national et des communautés en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles</p>	<p><i>Indicateur</i> : Proportion du budget gouvernemental alloué à l'environnement</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Proportion effective du budget alloué à l'environnement</p> <p><i>Cible</i> : Pourcentage d'augmentation du budget alloué</p>	<p><i>Gouvernement kényan</i> : Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Ministère de la planification du développement national</p> <p><i>Partenaires non étatiques</i> : Secteur privé, organismes de la société civile</p>	<p>Ressources ordinaires : 1 million de dollars</p> <p>Autres ressources : 3 millions de dollars</p>
--	---	---	---	---	--

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif</i>
	<p><i>Référence</i> : Établissement d'un projet de politique environnementale nationale</p> <p><i>Cible</i> : Politique environnementale nationale opérationnelle</p>		<p><i>Indicateur</i> : Adoption d'une politique de prêt à l'ajustement du secteur agricole (PASA) et mise à jour du plan d'action national de lutte contre la désertification</p>	<p><i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral</p>	
	<p>Amélioration à tous les niveaux de l'efficacité et de la conservation énergétiques soutenues</p> <p><i>Indicateur</i> : Nombre d'initiatives en faveur de l'efficacité et de la conservation énergétiques mises en œuvre</p> <p><i>Référence</i> : Faible nombre d'initiatives en faveur de l'efficacité et de la conservation énergétiques mises en œuvre</p> <p><i>Cible</i> : Augmentation du nombre d'initiatives en faveur de l'efficacité et de la conservation énergétiques mises en œuvre</p>	<p>1.1 Élaboration et mise en œuvre du cadre d'intégration des services et de l'efficacité énergétiques dans tous les secteurs</p> <p>1.2 Production durable de bioénergie renforcée et amélioration de l'accès aux services énergétiques et propres d'un coût modique dans les zones environnementalement appropriées</p>	<p><i>Indicateur</i> : Affectation budgétaire du Gouvernement kényan aux ministères concernés</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Légèrement au-dessus de 0,05 % du budget national alloué aux secteurs liés à l'environnement au niveau national</p> <p><i>Cible</i> : 1 % d'augmentation de la part du budget national</p> <p><i>Indicateur</i> : Habitats humains, institutions et établissements de services utilisant le biogaz, le gaz de pétrole liquéfié et le combustible liquéfié d'ici à 2013</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Peu (moins de 1 %) d'habitats humains utilisent actuellement le biogaz, le gaz de pétrole liquéfié et le combustible liquéfié.</p> <p><i>Cible</i> : Jusqu'à 1,5 % d'ici à 2013</p>	<p><i>Gouvernement kényan</i> : Ministère de l'éducation, Ministère de la planification et du développement national, Ministère des finances</p> <p><i>Partenaires non étatiques</i> : Secteur privé, organismes de la société civile</p> <p><i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral</p>	<p>Ressources ordinaires : 1,4 million de dollars</p> <p>Autres ressources : 42 millions de dollars</p>
	<p>Renforcement de l'intégration des dimensions des changements climatiques aux cadres et programmes nationaux de développement</p>	<p>1.1 Élaboration et mise en œuvre des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de ces changements</p> <p>1.2 Renforcement des capacités de toutes les parties prenantes aux négociations et facilitation de l'accès aux mécanismes de financement</p>	<p><i>Indicateur</i> : Programme d'adaptation aux changements climatiques soucieux d'égalité des sexes et participatif aux niveaux national et des districts</p> <p><i>Niveau de référence</i> : Nombre de plans d'action nationaux d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de ces changements formulés qui sont soucieux d'égalité des sexes</p>	<p><i>Gouvernement kényan</i> : Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Ministère de la planification et du développement national, Ministère des finances, Ministère de l'agriculture, Ministère de la mise en valeur de l'élevage et des pêcheries, Ministère de</p>	<p>Ressources ordinaires : 0,8 million de dollars</p> <p>Autres ressources : 4 millions de dollars</p>

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif</i>
			<i>Cible</i> : Élaboration de plans d'action soucieux d'égalité des sexes	l'éducation, Ministère du commerce, Ministère de l'information et des communications, Ministère du commerce et de l'industrie <i>Partenaires non étatiques</i> : Organisations internationales, secteur privé, organismes de la société civile <i>Partenaires de développement</i> : Aux niveaux multilatéral et bilatéral	
				Total	61 millions de dollars

¹ Cette liste devrait être axée sur les partenariats stratégiques pour la réalisation des résultats.